

Pour :

<http://www.radio-silence.org/>

Chroniques reprises, ou citées, de temps à autre, historiquement, aux liens suivants :

- <http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilori>
- <http://www.cncombattants.org>
- <http://www.francisrichard.net/>
- <http://wwwhttp://yvesdaoudal.hautetfort.com/>
- <http://soleil151.free.fr/reconquete/>

## CHRONIQUE ECONOMIQUE « FINANCES – VERITES » N°170

*ERRARE HUMANUM EST, PERSEVERARE DIABOLICUM*

**LOI D'A.D.L. MARTIN D. DE M.**  
**BASEE SUR CELLE DE POL GARGAM**  
**valant INCIPIT PERMANENT :**

1) **L'ECONOMIE GENERALE** EST L'ENSEMBLE DES ECHANGES DE TRAVAIL, BIENS ET SERVICES ENTRE PERSONNES PHYSIQUES ET/OU MORALES,

2) **L'ECONOMIE FINANCIERE** EST L'ENSEMBLE DES ECHANGES DE CAPITAUX ENTRE PERSONNES PHYSIQUES ET/OU MORALES, EXPRIMES EN BIENS OU EN MONNAIES, LESQUELS PEUVENT, OU NON, CONSTITUER LES CONTREPARTIES DES ECHANGES DE L'ECONOMIE GENERALE,

3) **L'ECONOMIE MONETAIRE** EST L'ENSEMBLE DES FLUX DE MONNAIES EMISES OU DETRUITES, CONSTITUANT, OU NON, LES CONTREPARTIES DES ECHANGES GENERAUX OU FINANCIERS, ET POSSEDANT OBLIGATOIREMENT LES QUALITES MONETAIRES REQUISES : D'IDENTITE RIGOREUSE, D'INALTERABILITE A L'INFINI, DE FRACTIONNABILITE ET DE FONGIBILITE. LA MONNAIE EST TOUJOURS CONCRETE SANS PREJUGER DE SES REPRESENTATIONS ABSTRAITES, ALORS TOUJOURS CONVERTIBLES A 100%.

**POSTULAT : TOUTE CONFUSION ENTRE UNE ECONOMIE ET LES DEUX AUTRES ABOLIT TOUTE VALIDITE AU RAISONNEMENT EXPOSE DE N'IMPORTE QUI, N'IMPORTE OU ET N'IMPORTE QUAND. C'EST LA RAISON DES TROIS PARTIES TOUJOURS DISTINCTES DE CETTE CHRONIQUE.**

**Mercredi 13 Juillet 2016**

*(La prochaine est prévue Mercredi 3 Août 2016)*

**Madame,  
Mademoiselle,  
Monsieur,**

**Vous appréciez mon travail depuis des années ?**

**Voici le moyen de répondre à mon APPEL d'URGENCE d'AIDE d'URGENCE. GRAND MERCI D'AVANCE**

<https://www.paypal.me/LMDM>

**Je n'ai RIEN reçu, depuis des années, de Google AdSense pour leurs pubs sur mon blog (1)**

**A ce jour : 376,53 € nets ont été reçus pour les deux chroniques réunies : MERCI !**

**Restent me manquer : -13.050,00 + 376,53 = -12.673,47 € URGENT !**

**E**n 1935, la pièce de 20 Francs en Or, en cours de frappe pour mise en circulation, fut arrêtée et la fonte de l'Or en barres, ordonnée. C'est là que le tournant dangereux pour la LIBERTE fut abordé. Jusque-là, et malgré le coût exorbitant de la guerre de 14-18, la souveraineté individuelle des Français sur leurs vies personnelles et familiales était la règle. L'instrument de cette liberté était la monnaie concrète, commune à tous, individus, sociétés, corporations, collectivités, Seigneuries, Duchés, républiques, État... L'ajustement des comptes exigeait une encaisse préalable à tout échange, travaux, dépenses diverses, de tout agent économique, public ou privé. L'existence de la monnaie concrète stabilisait l'économie. La mise en circulation des billets émis par les banques centrales nationales débrida la masse monétaire. Cette inflation monétaire induisit progressivement, et de plus en plus rapidement, la création de "bulles" et la dérive des prix commença au-delà de l'effet dopant immédiat sur l'économie, au long des premiers 30 ans. 1965 : contrôle des changes drastique ! Le trop-plein de monnaie-papier risquait de mettre à sec les réserves de changes, centralisées pour toute la France chez la Banque de France, s'il était remis aux Banques Centrales Nationales (BCN) étrangères. La Liberté des Français s'est révélée restreinte aux échanges internes. La monnaie-papier n'avait plus de valeur en-dehors du territoire (inconvertibilité). Une multitude d'empêchements à sortir du territoire fut alors imposée : autorisations, passeports, carnets de changes, autorisations préalables pour tout achat à l'étranger etc...

**E**n 2015, 80 ans après 1935 et 50 ans après 1965, la dématérialisation est quasi-totale au point que la disparition de la monnaie sera complète avant 2022. Les Français n'auront plus que des unités de compte, sans valeur aucune par elles-mêmes. Leur liberté de les utiliser va dépendre dorénavant du bon vouloir de leurs tuteurs autoproclamés. Les banques passeront outre aux ordres des titulaires des comptes ouverts chez elles, obéissant prioritairement à ceux de leurs "tuteurs légaux". Les Français n'auront pas d'autre pouvoir d'achat que celui qu'ils voudront bien leur laisser... Les "élus" et leurs fonctionnaires auront pris le pouvoir à 100% sur eux.

**L**e rapprochement de l'ancienne situation d'avant 1919-1935 avec celle de l'après 1995-2015 est sidérant.

Avant : la Liberté permettait de circuler dans le monde entier avec une simple carte de visite et la liberté totale d'export éventuel avec soi de tous ses biens n'était pas discutable une seconde.

Après : l'obligation de passeport biométrique, incluant bientôt son ADN, les limites bancaires, législatives et réglementaires à toute dépense, à tout investissement, et la mise sous tutelle DE FACTO des Français à 98%.

Ce rapprochement dans le temps m'amène à bien d'autres :

### **« RAPPROCHEMENTS REVELATEURS ! »**

**Lien direct vers mon blog : <http://serviteurdubienpublic.blogspot.fr>**

1) Dans l'ACTUALITE ECONOMIQUE GENERALE :

### **« ECO1 : DES TRAITES D'AUGMENTATIONS AUX TRAITES DE... DIMINUTIONS ! »**

**A**vant 1936, ce qui prévalait en économie c'était le souci d'équilibre, y compris dans les périodes de croissances démographique et économique comme durant ces 150 ans de Louis XIV à Louis XVI. La stabilité du pouvoir d'achat était la règle, nonobstant les impacts, bien connus depuis des milliers d'années, dus aux conflits. Les différents Gouvernements s'attachaient à défendre la Souveraineté, l'Indépendance de la France, et la Liberté des Français. Moins depuis 1792, certes, mais l'idée de Nation dominait et garantissait encore les soucis premiers. Ce n'est plus le cas depuis 1936-1968 et 1995.

**O**bama ne peut pas dire au Sénat des Etats-Unis : " *seul Washington doit écrire les normes du Commerce international* " pour pousser les Sénateurs à approuver l'accord de Partenariat Transpacifique (TPP), qui, rapportait sputniknews.fr le 3 mai dernier : " *leur permettra d'établir les règles que les 12 autres pays des régions (mondiales) Asie-Pacifique et Amériques n'auront d'autre choix que de suivre* ", sans que l'Europe ne se sente visée ! Le mondialisme se retourne contre ses auteurs en matière de circulation des informations.

**C**est ainsi que le traité que les USA veulent imposer à l'Europe et pour les mêmes raisons, qu'on le nomme TAFTA ou TTIP, donne la primauté des normes sanitaires américaines sur les européennes, et la possibilité aux grandes entreprises mondiales de porter plainte contre un Etat si ses décisions portent atteintes à leurs intérêts !! TRANSCANADA réclame ainsi 15 Milliards USD aux USA pour n'avoir pas autorisé son projet KEYSTONE XL, rapportait sputniknews.fr du 9 Avril dernier ! Un collectif de 45 ONG, le CEO, vient de protester auprès du Commissaire européen Cecilia MALMSTÖM contre " *les accords commerciaux qui ne doivent pas être le lieu où doivent se décider les lois touchant à l'intérêt public* ". On croirait entendre DE GAULLE faire scandale en déclarant : " *la politique de la France ne se fait pas à la corbeille de la bourse* ". Une clause de réciprocité entre l'UE et les USA est prévue autorisant le droit de regard croisé. Donc, cet accord de libre-échange transatlantique installe l'UE comme seule habilitée, à l'instar d'un Etat ! C'est même paraît-il écrit en toutes lettres : " L'UE est souveraine " ! Rapporté par réinformation.tv, Vladimir BOUKOVSKI nous met en garde : " J'ai connu votre futur et ça n'a pas marché "... Cet accord transatlantique construit DE FACTO une URSS Bis car il n'est prévu que : " le public pourra présenter ses vues ". L'UE, si cet accord est signé, sera le laboratoire, ajoute le journal, de la grande URSS mondiale, comme la France, après avoir été le "paradis communiste vanté par RENAULT ", est le laboratoire de l'asservissement d'un grand Peuple au totalitarisme euro-mondialiste poursuivi par les planificateurs du Nouvel Ordre Mondial maçonnique.

**L**eFigaro.fr a beau prétendre que : " *VALLS refuse le Traité TAFTA en l'état et demande des garanties* ". François HOLLANDE a beau dire : " *La France peut toujours dire non* " ou encore avertir : " *S'il n'y a pas réciprocité (NDLR : mais entre qui et qui ?), s'il n'y a pas transparence, si pour les agriculteurs il y a un danger, si on n'a pas*

*accès aux marchés publics (NDLR : tiens un aveu ?) et si, en revanche, les États-Unis peuvent avoir accès à tout ce que l'on fait ici, je ne l'accepterai pas", le vague de toutes ces déclarations masque leur acceptation occulte.*

**C**est si vrai que la Commission de Bruxelles vient de décider le 29 Juin dernier, sans que l'on entende un mot de colère de la part des gouvernants soit-disant "français", de s'asseoir sur la souveraineté des États-membres ! Le fou J-C JUNKER, vous savez celui qui s'inquiète des inquiétudes des extra-terrestres basées sur leur vision de l'UE il y a 28 ans (*14 ans pour aller vers l'exo-planète et 14 ans pour nous en ramener leurs commentaires, cf. ma CPI N°145*), a déclaré, agacé le pauvre chéri : " *J'ai dit clairement hier que la Commission est arrivée à la conclusion, en raison d'une analyse juridique, que le CETA n'est pas un accord mixte*". Donc, passant outre aux délibérations des Parlements nationaux comme sur la règle de l'unanimité des Gouvernements, le Traité CANADA-EU TRADE AGREEMENT (CETA) serait de la seule compétence de l'UE-souveraine !? La Wallonie, le Luxembourg, les Pays-bas hurlent déjà, rapporte le Salon Beige du 1er Juillet dernier. Nous voilà d'ores et déjà [Individuellement et collectivement sous la tutelle du dictateur européen](#) !

**E**n Allemagne, MPI (Media-presse-Info) rapporte l'énorme manifestation contre le TIPP qui rassembla 90.000 personnes rien que dans le centre de Hanovre, Samedi 23 Avril dernier, à l'occasion de la visite d'Obama le lendemain. En France des réunions d'informations se tiennent partout, y compris dans le chef-lieu de Canton d'ici, qui toutes démontrent l'hostilité du Peuple à ces Traités, singulièrement celle des paysans.

Conclusion d'ECO 1 : Pendant des siècles, le droit féodal renforcé des travaux des notaires et animé par la Royauté de droit divin, a permis l'augmentation, au fil de milliers de Traités, du territoire du Royaume. Avec Louis XIV, la France atteint ses frontières naturelles... Sa souveraineté et son indépendance furent acquises au prix du sang de millions de Gaulois puis de Français. Enfin en paix, le Royaume connut une expansion démographique et économique sans précédent dans la stabilité monétaire et financière, protégé par les forteresses de VAUBAN. Depuis les batailles perdues de la République impériale maçonnique de 1789 à 1871 et les guerres mondiales de la III<sup>ème</sup> République, les Traités signés furent souvent très défavorables (1814,1815,1870...). Depuis 1974, les abandons de souveraineté imposés aux Français par des gouvernants ignorants de l'Histoire et peu scrupuleux, en arrivent à détruire la France et à la noyer dans le magma euro-mondialiste sous domination étatsunienne, jusqu'à la prochaine guerre mondiale... Les Traités ne sont même plus négociés par nous, mais par d'autres, contre notre consentement et imposés par la Constitution censée protéger notre Souveraineté ! Quelle dégringolade !

### LMDM

## 2) Dans l'ACTUALITE ECONOMIQUE FINANCIERE :

### « ECO2 : DES MARCHES FINANCIERS OUVERTS AUX SALLES... OCCULTES ! »

**J**e vous ai déjà parlé de l'ancienne C.A.C. (Compagnie des Agents de Changes de Paris) qui dressait chaque jour ouvré, le tableau des capitalisations de toutes les "valeurs" cotées et en déduisait la somme, laquelle comparée à la veille donnait un indice clair, précis, exact, rigoureusement basé sur un système cotations manuelles transparent (dit "Au pied de coupon") et aisé à comprendre après étude de CAP Banque. Le marché national était alors développé sur des places provinciales pour les "valeurs" locales (BORDEAUX, LILLE, LYON, MARSEILLE, NANTES et NANCY) et centralisé à Paris, qui cotait les principales valeurs françaises dans ce bel immeuble sis Place de la Bourse appelé : Palais BRONGNIART.

Il se trouve que j'ai bien connu l'intérieur où, tout enfant, j'étais invité avec mes frères et sœurs, sous la conduite de notre mère bien sûr, pour le "NOËL de la BOURSE". Nous avions droit à des jouets, des gâteries diverses, des spectacles de marionnettes, de magiciens et des projections de films, comme celui dont je me souviens le plus : "LE BALLON ROUGE". Les grands tableaux d'ardoises avec leurs inscriptions à la craie et les corbeilles des Commis au rez-de-chaussée, la "grande corbeille" réservée aux Agents de Changes avec ses grands tableaux à l'étage, étaient recouverts partiellement de tentures. Le sapin, immensément haut, dressé au centre, m'a sans doute inspiré la même recherche de grandeur, toutes proportions gardées, pour mes propres enfants. Mon père fut successivement employé à divers services puis Commis, Commis principal, et enfin Fondé de Pouvoirs de la grande Charge CHEUVREUX DE VIRIEU. C'est à ses titres successifs que ses enfants avaient droit au "Noël" des employés et cadres de la Bourse de Paris. Dès l'enfance, j'avais bien compris le caractère OUVERT d'un marché de place, qu'il soit couvert ou non pour les produits, ou des valeurs pour tous les types d'échanges, partout ! C'est encore le cas des marchés de rues où tous les commerçants et leurs chalands échangent les biens correspondant aux productions et aux consommations possibles.

**C**omme le rapportait le Figaro-bourse.fr du 20 Mai dernier, le CAC 40 actuel, outre qu'il est devenu fermé et virtuel, est de moins en moins français. Une des principales valeurs TECHNIP vient d'être fusionnée avec

FMC technologie, américaine bien sûr ! Le siège est délocalisé à... LONDRES ! Le Finlandais Nokia, en difficulté, a racheté Alcatel. AIRBUS group a son siège aux Pays-Bas. LAFARGE HOLCIM est en Suisse. ARCELOR MITTAL sous contrôle japonais est au Luxembourg, SOLVAY en Belgique. Le Président d'EURONEXT, supposé "Paris", Anthony ATTIA, expliquait au journal LE FIGARO : " *l'implantation du siège social n'est plus qu'un critère parmi d'autres pour l'intégration dans l'indice* ", se félicitant que les sociétés, devenues étrangères, choisissent Paris comme Place de cotation... virtuelle en plus. Dans le DAX allemand, les 30 valeurs doivent impérativement avoir leurs sièges en Allemagne ! CQFD : la France est en destruction totale, même plus en petites miettes, en chapelure.

**I**l a été décidé progressivement la fermeture des marchés des valeurs mobilières et des métaux précieux, comme des changes, à Paris. D'abord, dans les années 78-83, apparut le premier produit "dérivé", à ma connaissance, le fameux Certificat d'Investissement (C.I.) d'un montant élevé de 500.000 Francs, réservé aux grands investisseurs. Puis d'autres apparurent. La prolifération des SICAV autrefois très sévèrement encadrées, et la diffusion, d'abord interdite par décret de 1979, des FCP (Fonds Communs de Placements) car très risqués et ciblés sur une seule valeur ou très peu, puis ouverte et généralisée, vulgarisa la diffusion de ce que l'on appela les O.P.C.V.M. (Organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières) sous MITTERRAND. Ensuite arriva, sous CHIRAC, la fermeture du marché de l'Or qui fut un séisme. La dématérialisation des titres entamée en 1980 sous VGE, la suppression des Bons de caisse de banques, ou du Trésor, dans le public, le crédit bancaire monopolisé sous forme de lignes de portefeuilles chez les banques, toute cette évolution fut continue sous tous les Présidents et leurs majorités, soit-disant en alternance politicienne. Il était voulu et il fut obtenu la situation actuelle : sauf inscriptions nominatives de certaines actions chez la société elle-même, comme AIR LIQUIDE, que son Président réclame de ses actionnaires, de préférence à la simple détention virtuelle d'une ligne chez nos banques cartellisées, il n'y a plus de marché ouvert aux visiteurs libres, comme aux investisseurs. Je rappelle, pour l'anecdote, que les femmes ne furent autorisées à entrer au Palais BRONGNIART, les jours de travail, qu'en 1977 sur décret de VGE. ce que je n'approuve toujours pas et même moins encore.

**D**epuis quelques années déjà, nous savons que la "Bourse des valeurs de Paris" n'existe plus. Allez visionner la petite vidéo très révélatrice sous le titre : [Le marché ouvert fermé](#) . Dorénavant, il n'y a plus de "marché" ! Interdiction formelle à tout le monde, hommes comme femmes, de pénétrer dans les salles gardées où sont entassés les matériels informatiques connectés des banques ! Elles ont acquis le monopole des transactions qui n'offrent plus aucune transparence ! L'humain n'y a plus sa place. Les "Grands Ordinateurs" comme les prédisait un ami à moi, poète à ses heures, n'obéissent plus qu'à leurs maîtres du Nouvel Ordre mondial.

Conclusion d'ECO 2 : Et ces Maîtres du Novus Ordo maçonnique, oligarques et banquiers se moquent bien en réalité de la localisation de ces salles informatiques fermées, en plus dupliquées de par le monde et gardées inaccessibles au public pour qu'il ne connaisse que "sa" banque à lui, près de chez lui, son contremaître délégué, tuteur illégal devenu légal. Ici, les tractations bancaires sont effectuées dans la banlieue de Londres. Croyez-vous que le BREXIt va y changer quelque chose ? Évidemment rien... Le marché n'est pas seulement fermé, il a disparu, confisqué par quelques initiés pour le profit de leur Gouvernement Mondial absolu, et même absolu comme jamais ne le fut jamais aucun régime connu de l'Humanité depuis 7.000 ans !

### LMDM

### 3) Dans l'ACTUALITE ECONOMIQUE MONETAIRE :

#### **« ECO3 : DES BANQUES ENTREPRISES AUX BANQUES... ENNEMIES ! »**

**S**putniknews.fr nous informait hier Mardi 12 Juillet que la CITIBANK venait de donner un délai d'un mois aux deux banques du VENEZUELA : Banque Centrale du Venezuela et Banque du Venezuela, avant fermetures de leurs comptes cyniquement annoncées. Le Président Nicolas MADURO décrète l'état d'urgence économique, constatant le blocus financier dont il est victime du fait que les paiements étaient acheminés par cette banque US. Simultanément on apprenait que les services de renseignements US s'attendaient à un coup d'État endéans le mois en question. En représailles, le Président ordonne l'occupation de l'usine américaine Kimberley-Clark laissée à l'abandon "suite à la détérioration des conditions économiques locales". Curieusement, LesEchos.fr relayaient la réunion précipitée du "CLUB DE PARIS" le 8 Juillet dernier déjà, sur l'inquiétude liée à son exposition à hauteur de 2,8 Milliards \$US à la faillite possible de l'État. Adossé de manière informelle au FMI, le Club hésite à qualifier la difficulté : crise de solvabilité, ce qui serait le pire, ou simple difficulté passagère de trésorerie ? Cette dernière hypothèse semble la plus probable du fait des réserves pétrolières du pays... Il n'empêche que la guerre économique livrée par les Etats-Unis au VENEZUELA augmente d'un cran puisque n'ayant pas abouti à sa mise à genoux grâce à l'augmentation de l'encours accepté par le Club de Paris de 220 millions auparavant aux 3 milliards arrondis en 2015. **Après s'être approprié l'émission monétaire, les banques américaines commandent la**

## **guerre financière et économique, désormais déclarée contre les États récalcitrants à leurs ordres mondiaux.**

C'est ainsi que j'apprenais, à une semaine de décalage, **deux événements confirmant l'état de guerre ouverte déclaré par les banques systémiques mondiales aux États** dont la Souveraineté a maintenant disparue du fait de leurs dépendances financières, et de la marginalisation de leurs monnaies fiduciaires dans les échanges, obtenue par le Cartel criminel des banques.

1<sup>er</sup> événement : Le site le [veille-francais.fr](http://veille-francais.fr) du 2 Juillet relayait l'annonce par GOLDMAN SACHS : "*qu'il fallait falloir annuler le BREXIT d'une façon ou d'une autre* " ! Le site ajoute : "*autrement dit, cette poignée d'hommes qui a travaillé sur plusieurs générations pour obtenir le pouvoir suprême dans le nouvel ordre mondial (NDLR : voulu par lui), n'entend pas s'en laisser déposséder par un vulgaire référendum*". Quant à Peter SUTHERLAND, ancien Commissaire Européen à la Concurrence, ancien directeur Général du GATT, de l'OMC, Président de la British Petroleum, Président de l'Allied Irish Banks, de la "section Europe" de la Trilatérale, et actuel Président de l'European Policy Center, Directeur non exécutif de la Royal Bank of Scotland, en même temps qu'il est Président de Goldman Sachs International, a "tweeté", rapporte le site : "*La jeune génération au Royaume-Uni a été sacrifiée, tout ça à cause d'une déformation des faits et des conséquences. D'une façon ou d'une autre, ce résultat doit être annulé*" ! Je rapproche cette déclaration d'ingérence inadmissible dans les affaires intérieures d'un pays encore souverain en droit international, de celle de Georges SOROS qui opposait le vote des "jeunes" pour l'Union européenne, à celui des "vieux" pour la Souveraineté et l'Indépendance.

2<sup>ème</sup> événement : LesEchos.fr du 9 Juillet dernier, et d'autres de plus en plus nombreux depuis, relayaient le recrutement de José Manuel BARROSO, ancien Président de la Commission Européenne, rien de moins, au carnet de relations très fourni, comme Président non exécutif des activités internationales de Goldman Sachs. Même s'il s'agit-là d'un pantouflage de plus après celui de Nelly KROES chez UBER, ou du Directeur du Trésor français, la mainmise des banques systémiques mondiales sur la politique des États prend la proportion d'un mépris ouvert des Peuples, en sus de l'écrasement de leurs souverainetés nationales ancestrales. Tout le reste n'est qu'"excuses" de façade servies aux indigents de l'intellect que les Grecs qualifiaient d'"idiotes".

**L**a disparition des monnaies fiduciaires, après les monnaies concrètes multi-millénaires, au profit de la quasi-monnaie scripturale se poursuit à marché forcée. Le Danemark est en pointe avec 4 millions d'adhérents sur 5,6 millions d'habitants, à leurs systèmes de virements quasi-instantanés en 10 secondes : Mobile Pay et Swipp. L'association des banquiers danois "FINANSREADET" militent, rappelait les Echos.fr le 8 Juillet dernier, pour "autoriser les commerces à refuser les espèces" ! Malgré tous ces efforts directionnels vers la suppression pure et simple de toute monnaie libre, les échanges danois se font encore à 20% en "espèces", contre 50% en l'an 2000 tout de même. En France, les freins à une évolution similaire sont rognés à coups de décrets ministériels. Le nouveau billet de 50 euros prévu pour le 4 Avril 2017 sera encore imprimé à Chamalières mais il va nécessiter la reprogrammation de 65.000 DAB ! Peut-être les banques vont-elles en profiter pour exterminer un virus russe nommé "Backdoor.Win32.Skimer" capable de soutirer tout l'argent des distributeurs plus les données bancaires de tous les porteurs de cartes ?... De même les paiements sans contact posent de plus en plus de problèmes liés au piratage possible, jusqu'à 15 mètres avec un simple smartphone selon une démonstration de l'Américaine Kristin PAGET rapportée par planet.fr le 24 Mai dernier. De même, en France, les virements mettent volontiers deux jours ou plus avec les jours fériés et chômés à être exécutés. Les banques manipulent les dates après coups, et pas seulement les dates de valeurs, mais aussi les dates d'opérations pour leurs commodités, au détriment de celles des "usagers". Avec de tels freins, les "espèces" vont circuler encore un temps certain, mais en diminutions en pourcentages des échanges et en quantités de billets comme de pièces, jusqu'à la disparition recherchée par les banques...

Conclusion d'ECO 3 : Rappelez-vous mes anciennes citations des Georges WASHINGTON ou Thomas JEFFERSON qui stigmatisaient le fait qu'ils avaient "la banque sur le dos" qui prétendait "les conduire où elle voulait". Les générations se sont succédées, formées par la Secte noire à la poursuite du plan de prise du pouvoir mondial. Ce plan a mis 3 siècles bien sonnés à parvenir à ses fins. Dorénavant, les États ne pèsent presque plus rien face à la puissance du cartel mondial des banques occidentales, assis sur les dettes dites "souveraines" que des Gouvernants, d'abord de lâches soumis aux votes dictés par des agitateurs stipendiés, puis de traîtres, et enfin d'employés directs de l'oligarchie mondiale bancaire, ont signé sur le dos de leurs peuples.

J'ai encore connu, et ai été formé professionnellement, dans les banques, entreprises de DROIT COMMUN, avec pour seule particularité : l'intermédiation dans les échanges, et un danger latent : la transformation des dépôts à Court Terme en prêts à Long Terme, dangereuse pour la solvabilité finale à VUE.

Depuis 1973, les banques ont pris le pouvoir, d'abord financier de manière discrète puis, à partir de 1980, complètement ouverte avec la bancarisation à outrance de tous les Pays occidentaux, débridée par VGE en France ! Maintenant, il s'agit de leur DICTATURE QUASI MONETAIRE IMPOSEE PAR LA FORCE... proportionnelle à la faiblesse des gouvernants à tous niveaux, manipulée par les employés du NOVUS ORDO maçonnique anglo-saxon. Son pouvoir sera total le jour où il n'y aura plus que des unités de comptes sur extraits bancaires... virtuels !

## LMDM

**Ma Conclusion Générale du Jour :** Le siphonage du trop-plein de signes monétaires émis par les BCN et leurs caisses centrales internationales est en cours de deux manières : leur transformation soit en monnaies de singes, soit en simples unités de comptes sans existence ni matérielle, ni juridique. Une fois réalisée la disparition de la monnaie libre officielle, le poids de lois scélérates imposera l'esclavage des Peuples au service du Nouvel ordre Mondial. Les Traités négociés par-dessus les têtes des gens, de leurs collectivités et de leurs Nations, dirigeront leur alimentation, leurs loisirs, leurs temps de travail, de sommeil, leur santé, tout !... Un super-État totalitaire dont les Constitutions seront dévitalisées sous le poids des réglementations abusives, dignes d'une URSS-Bis, de type gigogne : Collectivité locale, État, Super-État, État mondial, sera construit, oppressif, exigeant, niant toutes les valeurs humaines. Les enfants appartiendront à l'État, comme en URSS. L'instruction sera réduite à la seule nécessité. L'Histoire ne sera plus enseignée, une version réduite au minimum et complètement inventée sera implantée dans les têtes. L'économie générale sera réduite à la consommation obligatoire de produits amenés avec beaucoup d'erreurs par les plans quinquennaux, comme en URSS où les chaussures droites arrivaient souvent sans les chaussures gauches, et où les chaussures universelles à bouts carrés furent inventées en RDA ! Dur de marcher avec...

Si ce n'est pas cela que vous voulez pour vos enfants et petits-enfants, alors " *rebellez-vous, il est déjà trop tard* ", comme dirait Charles SANNAT. Voyez vous-mêmes comment le Gourou de la Secte noire, le fou-cinglé JUNKER vous traite ! Hein ?

## LMDM

### Annexes :

1) *Malgré 51263 pages vues, je n'ai rien reçu de GOOGLE ADSENSE pour leurs pubs sur mon blog depuis des années malgré, selon des pointeurs indépendants, plus de 28.000 pages vues par mois !!! Je les tiens pour des escrocs... Ils font les règles à leur seul gré ! Ils retiennent même jusqu'à un montant, déterminé par eux seuls, les sommes qu'ils reconnaissent devoir mais... A MINIMA !*

*En ce qui concerne mes chroniques sur radio-silence depuis 2009 mais reportées depuis moins longtemps sur mon blog, voici la situation :*

- **COMPTEURS DES DEPENSES** = 145 CPI + 170 FV = 315 Chroniques => 150 € de coût moyen mensuel x 12 x 7 + (3 x 150) (depuis le 10 Avril 2009) = -13.050 € ! Soit 41,43 € par chronique ce qui n'est vraiment pas cher et sans payer le travail ! Environ mon découvert général actuel... financé de 20,71 % à 18,53 % l'an d'agios chez les banques, en légère baisse donc depuis 2009 !

- **COMPTEURS DES RECETTES** : RETRAITES AGIRC+ARRCO+CARSAT = 730 € mensuels x 12 x 7 ans = + 61.320 € +(3x730) = + 63.510 ...

*Comme vous le voyez, ces chroniques qui ne sont que l'expression de mon devoir moral de transmettre ce que je sais, et comprends, à tous, me coûte : 20,55 % de mes retraites ! Lesquelles sont réduites des 4/5 par les actes des RAFFARIN, DE VILLEPIN, JUPPE, CHIRAC, MITTERRAND, DELORS, MAUROY, FABIUS, SAPIN et consorts...*

*Vous comprenez mieux maintenant pourquoi j'appelle à l'aide ! Si je n'étais marié, je serais SDF, alors que j'ai payé plus que mon épouse, et vous n'auriez aucune de mes chroniques ! Revenus du ménage environ 2.300 euros mensuels dont 1.410 de mon épouse ! Alors que j'ai payé pour avoir à moi seul : 25.000 Francs français / mois, soit environ 3.811 €...*

*Voilà la situation. Sans rentrées financières, je vais devoir arrêter un jour prochain faute de crédit bancaire. Je suis, comme tout le monde, de nos jours, drogué, contraint et forcé, à la monnaie-crédit !*

*Maintenant, à vous de voir où est votre devoir à vous ?*

**GRAND MERCI à ceux qui m'ont, encore trop exceptionnels, envoyé un peu d'oxygène...**

2)

### **Chronique rédigée sur 5 Pages, plus les annexes.**

par A.D. Laurent **MARTIN DESMARETZ de MAILLEBOIS.**

*Ancien Professeur d'Economie Politique appliquée au monde bancaire auprès de l'I.F.B., de 1989 à 1993 en sus de mon travail à l'époque de Co-Director de Stés off-shore d'investissements aux USA.*

*Ex-Cadre Hors Classe, Sous-Directeur de l'Etablissement de Portefeuille : SCS « I.R. » du groupe ROTHSCCHILD nationalisé en Février 1982 par les idéologues socialo-communistes au pouvoir, traîtres à la France.*

Ma devise est : **NON DEFICERE MINIME (NE PAS FAIBLIR, JAMAIS)**

Mon Blason (déposé) après personnalisation de ceux des ancêtres est : « *D'Azur, au DEXTROCHERE d'Argent, offrant un LYS des MARAIS au Naturel, au Soleil (le Roi), prélevé sur un lit de 4 Besants* ». *J'ai voulu marquer ma détermination à aider le Royaume et son Roi à retrouver une monnaie qui ait les qualités requises pour le bonheur des Peuples réunis à la Couronne. Il n'est pas armé, et donc au civil, au contraire des Maréchaux de France ancestraux. Il retrouve donc ce côté « civil » du premier. J'ai aussi voulu marquer une limite nette à mon ambition, au contraire du premier, en limitant l'effort de l'offre à UN LYS tandis qu'il était des 3 LYS au départ en 1715-1720, ce qui m'a paru*

*prétentieux. Quant au Roi, il est ici visualisé par le Soleil alors qu'il était non explicite dans les blasons ancestraux précédents. J'ai donc voulu aussi marquer plus de modestie et d'humilité.*

